

Le Jour, 1952
13 novembre 1952

POLITIQUE LIBANAISE

On peut être en controverse sur la façon dont le Liban doit être gouverné ; on ne peut pas l'être, sans folie, sur l'existence de ce pays prédestiné.

Quand, en matière de politique intérieure, nous défendons avec force ce qui nous paraît être le bon sens, nous ne prétendons pas à l'infaillibilité ; mais nous soutenons la façon d'agir qui nous paraît avoir pour elle la logique et l'inexpérience. **Les avis peuvent différer ; c'est alors l'inexpérience, neuve ou renouvelée, qui tranche. Nous sommes un pays à l'équilibre délicat ou il ne faut pas abuser de l'expérimentation.**

La tendance de chaque génération au Liban est de croire qu'elle fait en politique des découvertes ; cependant que, sous des formes diverses, nous avons tout essayé. Nous avons derrière nous la leçon des millénaires.

Il faut toujours en revenir à la structure de ce pays, et à ses raisons d'être. Il faut tenir compte des hommes, de leur ascendance, de leur mentalité, de leurs habitudes profondes, de leurs croyances.

Il ne suffit pas d'affirmer qu'il faut changer les choses ; il faut encore que les choses (surtout les institutions) puissent changer sans dégâts.

C'est un préjugé de l'Occident que tous les hommes et toutes les nations peuvent être gouvernés par les mêmes lois. Cela, l'Occident l'enseigne et ne le fait pas ; cela ne l'empêche pas de recommander à des pays d'Asie et d'Afrique des modes de démocratie et des modes de fiscalité qui ne sont pas conformes à leur nature et à leur conception de la vie. Le résultat n'est pas un progrès, c'est un désordre. Il y a eu dans l'attitude dite libérale de l'Occident depuis la fin du XVIIIème siècle une part d'opportunisme et une part d'illusion.

Pour en revenir au Liban, nous dirons qu'on reproche à ce pays ses positions confessionnelles comme si elles étaient une honte, cependant qu'elles sont l'expression même de son esprit de tolérance et de son amour de la liberté. C'est du respect du droit d'asile que les statuts personnels sont nés.

On doit gouverner le Liban en tenant compte de ses réalités et de ses nécessités et non point en invoquant les auteurs et les prophètes.

L'ESSENTIEL C'EST QUE CE PAYS VIVE ET QUE LE LABORATOIRE POLITIQUE NE LE TUE PAS. Car, chacun sait que l'expérience se paie. Quand on essaie d'en faire l'économie ce n'est pas par indigence intellectuelle, c'est pour le bien de la communauté.

L'équilibre libanais, par sa nature même, supporte mal les innovations et les chocs. IL N'Y A PAS, CHEZ NOUS, CENT FACONS DE REALISER UN EQUILIBRE. Et voici que les

convoitises, avouées ou secrètes, des pays voisins rendent plus immédiats les périls qui nous menacent. D'où l'importance extrême de la clairvoyance et de la vigilance.

Les Libanais ont suffisamment la bougeotte sur le plan physique et intellectuel pour ne l'avoir pas sur le plan politique et social.